COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 28 Octobre au 03 Novembre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Coopération 3
- Mauritius and Seychelles to consolidate cooperation at the level of Indian Ocean, says PM
- En Visite d'État : agenda chargé pour le Président Danny Faure
- Chine – COI : un soutien renouvelé
- COI : Un soutien financier consistant de la Chine
- Don de 100.000 dollars de la Chine à la Commission de l'océan Indien

1.2 Genre 9
- Coopération économique régionale au féminin - Salon "Made in Femmes" : 135 entrepreneuses de l'océan Indien réunies à Maurice
- La Coopération régional se conjugue au féminin

1.3 Sécurité Maritime 12
- Visite de Danny Faure à la COI : une conférence sur la sécurité maritime en janvier
- VISITE PRÉSIDENTIELLE : La COI discute sécurité maritime et alimentaire
- Secteur maritime : Une perte annuelle de 500 millions USD

1.4 Situation Financière de la COI 17
- Situation de la COI – Communiqué
- Dépenses excessives à la COI : « Pour rétablir les faits »
- Gestion des finances à la COI - Vishnu Lutchmeenaraidoo : « Aucun audit effectué depuis 2010-2011 »
- L'Union des Comores réaffirme son soutien à la COI

II. Centres d'intérêts

1.1 Coopération 23
- RELATIONS MAURICE-SEYCHELLES : Le potentiel d'échanges commerciaux identifiés

1.2 Pêche 25
- VISITE DU PRÉSIDENT FAURE : Le dossier du thon évoqué ce matin

1.3 Tourisme 27
- L'océan Indien comme destination phare de l'écotourisme
- Tourisme : les acteurs restent optimistes

http://www.govmu.org/English/News/Pages/-Mauritius-and-Seychelles-to-consolidate-cooperation-at-the-level-of-Indian-Ocean,-says-PM.aspx

Mauritius and Seychelles to consolidate cooperation at the level of Indian Ocean, says PM



Mauritius and Seychelles are both working towards achieving economic development and at the same time encouraging the conservation of land and marine environment. Mauritius has much to gain from Seychelles' experience in promoting ocean conservation with the Marine Spatial Plan for its Exclusive Economic Zone.

The Prime Minister, Minister of Home Affairs, External Communications and National Development Unit and Minister of Finance and Economic Development, Mr Pravind Kumar Jugnauth, made this statement last night at a Banquet hosted in honour of the President of the Republic of Seychelles, Mr Danny Antoine Rollen Faure and his delegation at Le Méridien Hotel, Pointe aux Piments.

In his address the Prime Minister recalled that Seychelles was conferred the Economist Ocean Innovation Challenge in 2017 for its remarkable efforts in promoting ocean conservation with its marine special plan under the Blue Guardians Programme. This is the type of sustainable development that Mauritius wishes to bring forth in the coming years so as to further develop as an oceanic state, he said.

Mr Jugnauth emphasied that a peaceful and conducive environment should prevail in the Indian Ocean to tackle daunting challenges such as the expiry of Cotonou Agreement, end of sugar quota, restructuring of African, Caribbean and Pacific countries as well as Brexit. On that score, he reiterated that Mauritius as chairman of the Indian Ocean Commission will extend its full support to Seychelles and neighbouring countries in combating other adversities namely drug trafficking, transnational crimes, piracy and illegal fishing.

In regard to the fight against the drug scourge and illicit trafficking, which is an ongoing for both countries, the Prime Minister appealed that both governments should join efforts to find common solutions to these evils of society.
Mr Jugnauth appealed to the Government of Seychelles to be a partner to tap into the huge potential of the African continent which rests on three main

pillars, namely the transformation of the port into a maritime hub, the development of the financial services hub and the establishment of Special Economic Zones in Senegal, Ghana, Madagascar and Côte D'Ivoire.

For his part, the President of the Seychelles, Mr Danny Antoine Rollen Faure highlighted that both countries are committed to preserve the seas and tap the potentials of the ocean. Both nations share an unbreakable bond and vision for a prosperous partnership to promote security, combat transnational crimes and tackle climate change, he said.

President Faure called for a robust international strategy to increase resilience of both economies and develop comprehensive economic and trade relationships. The President also lauded Mauritius for setting examples as a dynamic nation and competitive economy in Sub-Saharan Africa.

COI et ses Projets

Coopération

28 Octobre 2017

http://defimedia.info/en-visite-detat-agenda-charge-pour-le-president-danny-faure

Le Défi PLUS

EN VISITE D'ÉTAT

Agenda chargé pour le Président Danny Faure

Débarqué au pays, jeudi, le Président seychellois a eu une journée chargée vendredi. Danny Faure a, tour à tour, rencontré Eddy Balancy, Senior Puisne Judge, la Speaker de l'Assemblée nationale Maya Hanoomanjee et Xavier-Luc Duval, le leader de l'opposition.

ASHWIN KANHYE – ashwinkanhye@defimedia.info

XAVIER-LUC DUVAL : « On a parlé de coopération régionale »



« Ce sont des retrouvailles car le Président Danny Faure est un ancien ministre des Finances et on a eu l'occasion de travailler ensemble sur plusieurs dossiers de coopération. Je suis heureux qu'un ancien Grand argentier soit devenu chef d'État.

On a discuté de dossiers de coopération régionale, d'efforts de rapprochement entre Maurice et les Seychelles. Le Président est accompagné d'une délégation de l'opposition. La coopération à la seychelloise est correcte. »

LE SENIOR PUISNE JUDGE EDDY BALANCY : « On a abordé l'évolution dans le judiciaire »

« On s'est rencontré afin de pouvoir discuter de l'évolution historique des Seychelles dans le domaine judiciaire et même l'évolution du pays. Cela nous intéresse de savoir comment les Seychelles ont évolué comparé à Maurice. »

MAYA HANOOMANJEE : « Revoir l'association des parlementaires de l'océan Indien »

Plusieurs aspects concernant le Parlement mauricien ont été abordés lors de la rencontre Faure/Hanoomanjee. « J'ai examiné la question de la Commission de l'océan Indien en tant que présidente de l'Assemblée nationale. J'avais remis sur les rails une association parlementaire de l'association de l'océan Indien. Cela concerne les Seychelles, Maurice, les Comores, La Réunion et Madagascar », dit la Speaker. « Mais après deux réunions, l'association est tombée en panne. Du 8 au 13 janvier 2018, il y aura une conférence des Speakers aux Seychelles. J'ai demandé à Danny Faure s'il pouvait intervenir auprès du Speaker des Seychelles », soutient Maya Hanoomanjee.

SIGNATURE DE PROTOCOLES D'ACCORD

Maurice et les Seychelles ensemble dans plusieurs domaines

Plusieurs accords ont été entérinés, le vendredi 27 octobre, au Bâtiment du Trésor. Le Premier ministre Pravind Jugnauth a souligné que la coopération entre Maurice et les Seychelles allait se poursuivre.

A.K.

Chagos : Maurice a le soutien des Seychelles

Maurice a reçu le soutien précieux des Seychelles sur le dossier Chagos à l'Organisation des Nations unies (ONU). Le pays se prépare à saisir la Cour internationale de justice.

Des enseignants mauriciens aux Seychelles

Maurice s'attend que les procédures de recrutement des enseignants soient complétées d'ici à la fin 2017 pour permettre aux candidats retenus de se rendre aux Seychelles, afin d'assumer leur poste en janvier 2018.

Des médecins mauriciens embauchés aux Seychelles

Maurice lance la mise en œuvre du protocole d'accord sur la coopération en matière de santé, afin de faire progresser le recrutement des médecins mauriciens par les Seychelles.

La SBM aux Seychelles à un point stratégique

La State Bank of Mauritius (SBM) Seychelles a été créée. Elle est située à un point stratégique dans le corridor de l'Asie et l'Afrique.

Le changement climatique, un défi

Étant des Petits États Insulaires en Développement (PEID), le défi principal est le changement climatique.

VISHNU LUTCHMEENARAIDOO : « On a mis de l'ordre » sur les comptes de la COI

L'aide de l'Union européenne a été sollicitée afin de moderniser les structures financières de la Commission de l'océan Indien (COI). L'organisation avait des manquements au niveau de l'audit ces dernières années. À une question de la presse, Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, dit avoir demandé à l'Union européenne une aide dans ce sens.

« Lorsque j'ai pris la présidence de la COI, j'ai dit qu'on ne pourra aller loin si les comptes ne sont pas audités. Cela a été le cas depuis 2010-2011. Donc, j'avais proposé aux États membres de ne pas approuver le Budget 2017 et d'attendre le rapport de l'audit qui a été soumis et approuvé. On a mis de l'ordre là où il y avait du désordre. On a demandé l'aide de l'Union européenne pour moderniser la COI afin qu'elle puisse affronter les grandes projets d'avenir », a-t-il souligné.

31 Octobre 2017

https://www.chine-magazine.com/chine-coi-soutien-renouvele/

Chine – COI : un soutien renouvelé



La République populaire de Chine a réitéré le 31 octobre 2017, à Ébène, son soutien à la coopération régionale à travers un nouveau don de 100 000 dollars. L'Ambassadeur de la République populaire de Chine à Maurice, Sun Gongyi, et le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Madi Hamada, ont signé l'accord de don au siège de l'organisation régionale le 31 octobre 2017.Observateur auprès de la COI depuis février 2016, la Chine appuie régulièrement la Commission de l'océan Indien depuis 2012. Son ambassadeur, Sun Gongyi, en poste à Maurice depuis septembre 2017, a souligné le rayonnement acquis par la COI avec le temps : « la COI, (…) est devenue aujourd'hui une organisation régionale de plus en plus importante qui jouera à l'avenir un rôle de plus en plus grand dans les affaires régionales et internationales. » Pour le SG de la COI « ce soutien renouvelé de la République populaire de Chine témoigne de l'intérêt de votre pays aux enjeux du développement dans notre région de l'océan Indien et de l'appréciation positive que porte la Chine sur l'action de notre organisation régionale ». Le Secrétaire général de la COI a fait part également de son souhait que cette cérémonie « soit le prélude à une coopération renforcée de la Chine avec notre organisation afin que nous puissions faire face ensemble aux grands défis du développement qui se posent à nos Etats insulaires et qui influent tant sur la stabilité à long terme de l'océan Indien. » L'ambassadeur Gongyi est d'ailleurs allé dans le même sens que le SG de la COI en déclarant que « la Chine (…) est prête à continuer (…) à travailler ensemble avec la COI pour mettre en œuvre des projets concrets afin de contribuer au développement des pays membres de la COI. » À l'occasion de cette visite, le Secrétaire Général a également invité l'ambassadeur Sun Gonguy à signer le livre d'or pour témoigner de son passage au siège de la COI.

clicanoo.re

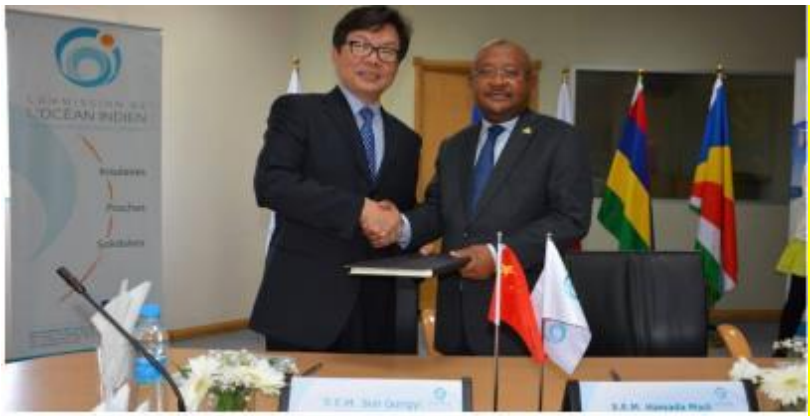
https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2017/10/31/La-Chine-soutient-la-Commission-de-locean-indien-avec-un-don-de-100-000

La Gazette des Comores

http://lagazettedescomores.com/politique/coopération-régionale-/-la-chine-octroie-un-don-de-100-000-dollars-à-la-coi-.html

COI : Un soutien financier consistant de la Chine

Par Tsiazetry J.



La Chine vient de renouveler son soutien à la Commission de l'Océan Indien par l'octroi d'un don de 100.000 dollars à cette entité régionale.

« La COI est devenue aujourd'hui une organisation régionale importante qui jouera à l'avenir un rôle d'une plus grande envergure dans les affaires régionales et internationales. » C'est le message lancé par l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine Sun Gongyi à Maurice lors de la cérémonie officielle de signature de l'accord relatif au don à Ebène, Maurice, le 31 octobre 2017.

Une cérémonie qui a vu la présence du secrétaire général de la COI Madi Hamada qui a profité de l'occasion pour lancer l'idée d'une coopération plus étroite entre l'organisme et le pays.

« J'espère que la cérémonie d'aujourd'hui soit le prélude à une coopération renforcée de la Chine avec notre organisation afin que nous puissions faire face ensemble aux grands défis du développement qui se posent à nos États insulaires et qui influent tant sur la stabilité à long terme de l'océan Indien. » a-t-il fait savoir.

Des propos qui n'ont pas laissé indifférent l'ambassadeur Sun Gongyi. Et ce dernier d'affirmer : « La Chine est prête à continuer à travailler ensemble avec la COI pour mettre en œuvre des projets concrets, afin de contribuer au développement des pays membres de la COI » a souligné l'ambassadeur. Il convient toutefois de noter que si les appuis de la Chine au profit de la COI existent depuis l'année 2012, ce pays tient le rôle d'observateur auprès de la COI que depuis le mois de février 2016.

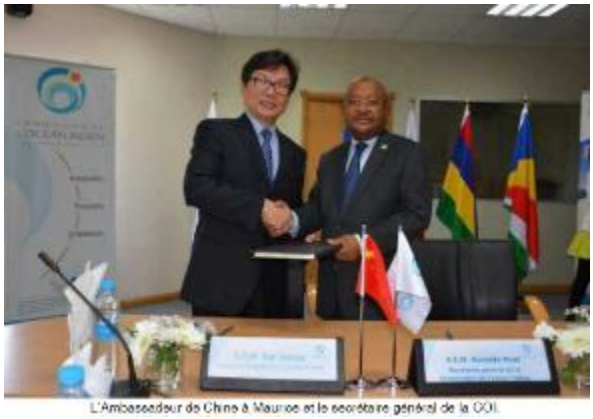
Témoignages

2 Novembre 2017

http://www.temoignages.re/politique/co-developpement/don-de-100-000-dollars-de-la-chine-a-la-commission-de-l-ocean-indien,91150

Don de 100.000 dollars de la Chine à la Commission de l'océan Indien - Chine-COI : un soutien renouvelé

La République populaire de Chine réitère son soutien à la coopération régionale à travers un nouveau don de 100 000 dollars. L'Ambassadeur de la République populaire de Chine à Maurice, Sun Gongyi, et le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien, Madi Hamada, ont signé l'accord de don au siège de l'organisation régionale le 31 octobre 2017. Observateur auprès de la COI depuis février 2016, la Chine appuie régulièrement la Commission de l'océan Indien depuis 2012. Son ambassadeur, Sun Gongyi, en poste à Maurice depuis septembre 2017, a souligné le rayonnement acquis par la COI avec le temps : « la COI, (…) est devenue aujourd'hui une organisation régionale de plus en plus importante qui jouera à l'avenir un rôle de plus en plus grand dans les affaires régionales et internationales. » Pour le secrétaire général de la COI « ce soutien renouvelé de la République populaire de Chine témoigne de l'intérêt de votre pays aux enjeux du développement dans notre région de l'océan Indien et de l'appréciation positive que porte la Chine sur l'action de notre organisation régionale ». Le Secrétaire général de la COI a fait part également de son souhait que cette cérémonie « soit le prélude à une coopération renforcée de la Chine avec notre organisation afin que nous puissions faire face ensemble aux grands défis du développement qui se posent à nos Etats insulaires et qui influent tant sur la stabilité à long terme de l'océan Indien. » L'ambassadeur Gongyi est d'ailleurs allé dans le même sens que le secrétaire général de la COI en déclarant que « la Chine (…) est prête à continuer (…) à travailler ensemble avec la COI pour mettre en œuvre des projets concrets afin de contribuer au développement des pays membres de la COI. » À l'occasion de cette visite, le Secrétaire Général a également invité l'ambassadeur Sun Gonguy à signer le livre d'or pour témoigner de son passage au siège de la COI.



L'Ambassadeur de Chine à Maurice et le secrétaire général de la COI.

Midi Madagasikara

http://www.midi-madagasikara.mg/societe/2017/11/03/cooperation-regionale-coup-de-pouce-de-la-chine-a-la-coi/

Coopération économique régionale au féminin - Salon "Made in Femmes" : 135 entrepreneuses de l'océan Indien réunies à Maurice



Du 28 septembre au 1er octobre dernier, se tenait le salon "Made In Femmes" à l'île Maurice, réunissant les cheffes d'entreprise de La Réunion, Maurice, Madagascar, des Comores, de Rodrigues et des Seychelles. L'objectif : faire se rencontrer les entrepreneuses des différents territoires pour une possible création de partenariat, mais aussi, partager et échanger sur le savoir-faire de chacune. Nous publions ci-après le bilan de l'opération dans son intégralité. Le prochain salon sera organisé aux Comores, en 2019.

"Seule invisible, ensemble invincibles"

Cinq pays, six îles ; 135 femmes entrepreneures de l'océan Indien se sont réunies, sous la bannière EFTICOI (Entreprendre au féminin, informer et communiquer dans l'océan Indien), à l'occasion de la deuxième édition du Salon Made in Femmes soutenu par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne (UE) via les fonds Interreg. Cette manifestation orchestrée par la plateforme EFOI Maurice s'est déroulée du 28 septembre au 1er octobre au Domaine Les Pailles à l'île Maurice. Elle a rassemblé des cheffes d'entreprises de La Réunion, Maurice, Madagascar, Comores, Rodrigues et Seychelles.

À La Réunion, c'est l'association Défis de Femmes Entreprendre au féminin qui accompagnait la délégation de douze entrepreneures. Le salon était ouvert au public sur le thème de "Femmes et économie au cœur d'un environnement insulaire". Les secteurs d'activités proposés étaient variés : agro-nutrition, TIC, environnement, énergie, services à la personne, conseil, développement durablement et commerce. Stands d'exposition et rendez-vous BtoB étaient au programme. L'occasion également de fêter les dix ans du réseau EFOI créé en août 2007 à Tamatave et soutenu par la COI. La première édition de cet événement s'était déroulée avec succès à La Réunion en 2014.

L’étroitesse des marchés liée au contexte insulaire de l’océan Indien limite souvent le développement économique des entreprises iliennes. Les objectifs affichés de ce rassemblement étaient, outre de créer des opportunités d’affaires transfrontalières, de co-développer les réseaux de l’entreprenariat féminin afin que les entreprises accèdent à de nouveaux marchés voisins, de favoriser l’émergence de projets collaboratifs et toute forme d’échanges économiques, mais aussi d’augmenter la visibilité des entreprises réunionnaises à la rencontre des îles voisines. L’association Défis de Femmes, Entreprendre au féminin à la Réunion est la plateforme qui représente et anime le réseau EFOI localement. Présidée par Selvy Bala, elle organise des ateliers et rencontres avec pour objectif l’export et le développement de réseaux à l’international.

Un salon haut en couleurs

Pour Marianne Bosson, présidente de EFTICOI, "le réseau régional EFOI (Entreprendre au féminin océan Indien) est né d'une concertation entre Maurice, la Réunion et les pays voisins. Nous avons monté ce réseau en signant un protocole d'accord à Tamatave en 2007, il y a dix ans. Depuis, de nombreuses rencontres, conférences et ateliers, expositions de produits et services, ainsi que des échanges d’affaires ont eu lieu régulièrement.

Même si les moyens et les objectifs de chacune des iles partenaires ne sont pas les mêmes, nous avons cette volonté de créer des projets de plus en plus collaboratifs. La COI nous accompagne depuis le début et mobilise des fonds auprès des banques. L'Union européenne nous soutient également, notamment sur les événements commerciaux. Nos iles se ressemblent et sont complémentaires, nous pouvons mutualiser nos savoir-faire pour le développement de toutes. L’opération "Salon Made in Femmes 2017" s'intègre dans le cadre du programme INTERREG V 2014-2020 au titre du soutien au développement de l'espace d'échanges économiques de la Commission de l'océan Indien."

Selvy Bala, chef d’entreprise dans l’import-export à la Réunion et présidente de Défis de Femmes, Entreprendre au féminin, se félicite "Le bilan est très positif : contacts humains très riches, rencontres culturelles extraordinaires, belles perspectives issues des bilans des actions menées au sein des différentes associations. Le fait de se retrouver ensemble pendant plusieurs jours est très constructif dans l’échange de savoir-faire et de relations de partenariat et de business pour la signature de contrats." Quatre jours de rencontres, cela crée des liens. Et des projets de partenariats ; transferts de compétences dans l’artisanat, co-création, plateforme collaborative pour aller à l’export vers l’Afrique, formation, plateforme touristique inter-iles, projet de mutualisation pour dépôt de marque, harmonisation des règlementations, facilitation des échanges financiers et monétaires… autant de chantiers à développer. L'union des Comores s'est portée candidate pour l’organisation du prochain salon biennal Made in Femmes en 2019.

COI et ses Projets

Genre

Novembre 2017

https://www.lexpress.mu/

actualité Réunion

La coopération régionale se conjugue au féminin

La femme entrepreneure était à l'honneur lors du dernier salon 'Made in Femmes'. L'objectif est de favoriser la création d'opportunités d'affaires transfrontalières et l'émergence de projets collaboratifs.

Corinne TELLIER

Le salon *Made in Femmes* a tenu toutes ses promesses. Au total, 135 femmes entrepreneures de l'océan Indien se sont réunies sous la bannière de l'EFTICOI (Entreprendre au féminin, informer et communiquer dans l'océan Indien) à l'occasion de cette manifestation soutenue par la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Union européenne via les fonds Interreg.

Orchestrée par la plateforme EFOI Maurice, l'événement s'est déroulé du 28 septembre au 1er octobre au Domaine Les Pailles à Maurice. Il a rassemblé des femmes chefs d'entreprises de La Réunion, de Maurice, de Madagascar, des Comores, de Rodrigues et des Seychelles.

À La Réunion, c'est l'association Défis de Femmes, Entreprendre au Féminin qui accompagnait la délégation de douze entrepreneures. Le salon était ouvert au public. Le thème choisi : *Femmes et économie au cœur d'un environnement insulaire.* Les secteurs d'activités proposés étaient variés : agro-nutrition, Tic, environnement, énergie, services à la personne, conseil, développement durable et commerce. Stands d'exposition et rendez-vous BtoB (*business to business*) étaient au programme. L'occasion également de fêter les dix ans du réseau EFOI créé en août 2007 à Tamatave et soutenu par la COI. La première édition de cet événement s'était déroulée avec succès à La Réunion en 2014.

L'étroitesse des marchés liée au contexte insulaire de l'océan Indien limite souvent le développement économique des entreprises îliennes. Les objectifs affichés de ce rassemblement étaient, outre de créer des opportunités d'affaires transfrontalières, de co-développer les réseaux de l'entrepreneuriat féminin afin que les entreprises accèdent à de nouveaux marchés voisins, de favoriser l'émergence de projets collaboratifs et toute forme d'échanges économiques, mais aussi d'augmenter la visibilité des entreprises réunionnaises à la rencontre des îles voisines.



> **L'étroitesse des marchés limite souvent le développement économique des entreprises îliennes**

UN SALON HAUT EN COULEUR

L'association Défis de Femmes, Entreprendre au féminin à La Réunion est la plateforme qui représente et anime le réseau EFOI localement. Présidée par Selvy Bala, elle organise des ateliers et rencontres avec pour objectif d'encourager l'export et le développement de réseaux à l'international.

Selon Marianne Bosson, présidente d'EFTICOI, ce réseau est né d'une concertation entre Maurice, La Réunion et les pays voisins. «*Nous avons monté ce réseau en signant un protocole d'accord à Tamatave en 2007. Depuis, il y a eu des rencontres, conférences, ateliers, expositions de produits et services, ainsi que des échanges d'affaires sur une base régulière. Même si les moyens et les objectifs de chacune des îles partenaires ne sont pas les mêmes, nous avons cette volonté de créer des projets de plus en plus collaboratifs. La COI nous accompagne depuis le début et mobilise des fonds auprès des banques. L'Union européenne nous soutient également, notamment sur les événements commerciaux. Nos îles se ressemblent et sont complémentaires ; nous pouvons mutualiser nos savoir-faire pour le développement de toutes*», fait-elle ressortir.

De son côté, Selvy Bala, chef d'entreprise dans l'import-export à La Réunion et présidente de Défis de Femmes, Entreprendre au féminin, est d'avis que *Made in Femmes* a été un succès sur toute la ligne. «*Le bilan est très positif avec des contacts humains très riches, des rencontres culturelles extraordinaires et de belles perspectives issues des bilans des actions menées au sein des différentes associations. Le fait de se retrouver ensemble pendant plusieurs jours est très constructif dans l'échange de savoir-faire et de relations de partenariat et de business pour la signature de contrats*», souligne-t-elle.

Quatre jours de rencontres cela crée des liens et jette les bases pour la conclusion d'accords de partenariats. N'empêche, il y a toujours des chantiers à développer. Il faut notamment favoriser un transfert de compétences dans l'artisanat, créer une plateforme collaborative pour aller à l'export vers l'Afrique, de même qu'une plateforme touristique inter-îles, harmoniser les réglementations et faciliter les échanges financiers et monétaires.



Un anniversaire dignement fêté



Marianne Bosson, présidente EFTICOI, et Selvy Bala, présidente Défi de femmes, Entreprendre au féminin Réunion

Renforcer les capacités des femmes

2007-2017. Le réseau international des femmes entrepreneures de l'océan Indien est en marche depuis dix ans. Le protocole d'accord signé à Tamatave le 29 août 2007, sous l'égide de la COI, a posé les bases et les principes de la coopération régionale entre les cinq plateformes nationales EFOI : Comores, France-Réunion, Madagascar, Maurice-Rodrigues et Seychelles. L'objectif de ce protocole est de développer la structure de coopération de façon à créer un réseau pour renforcer les capacités des femmes entrepreneures de l'océan Indien à travers des projets collaboratifs, des programmes de formation et des échanges.
Les premiers projets collaboratifs ont vu le jour dans le secteur de la communication et des Tic consolidés depuis 2013 avec la mise en ligne par EFTICOI du portail www.efoi.biz cofinancé par la Région Réunion et l'Union européenne. En 2014, le premier salon international 'Made in Femmes' était organisé à La Réunion, confirmant la volonté de recherche de nouveaux marchés et de visibilité pour les entreprises insulaires.
Le salon 'Made in Femmes' deuxième édition à Maurice représentait l'événement économique phare de l'année 2017. Il avait marqué les 10 ans du réseau Entreprendre au Féminin Océan Indien.

Visite de Danny Faure à la COI : une conférence sur la sécurité maritime en janvier

Par Anne-Lise Mestry



Vishnu Lutchmeenaraidoo, Danny Faure et Hamada Madi Boléro, ce vendredi 27 octobre.

La sécurité maritime et alimentaire. Ce sont là les deux prochains objectifs de la Commission de l'océan indien (COI). Deux conférences sur ces sujets seront organisées en janvier et mars 2018. Annonce faite par Vishnu Lutchmeenaraidoo, président de la COI, ce vendredi 27 octobre. C'était à l'issue de la visite du président des Seychelles, Danny Faure.

« Les ministres de l'Intérieur des îles se rencontreront en janvier. La conférence sur la sécurité maritime sera organisée à Maurice. Nous allons inviter l'Union européenne et d'autres institutions », a expliqué Vishnu Lutchmeenaraidoo. De préciser que « le thème sera 'Reprenons en main notre océan'. Le but sera de travailler sur différents composants par rapport à tout ce qui touche au maritime. »

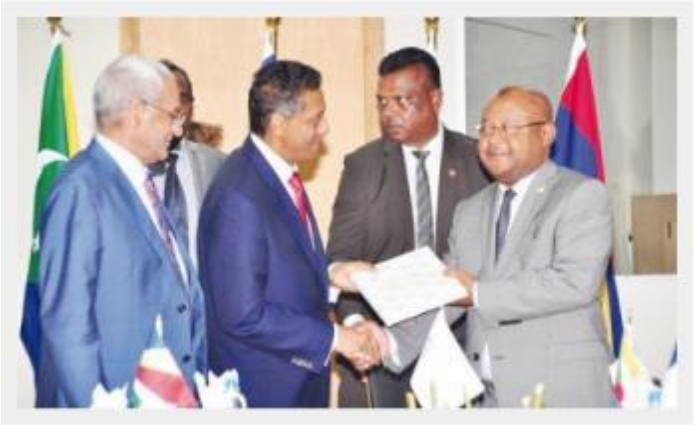
La conférence sur la sécurité alimentaire se tiendra, elle, à Madagascar. Les ministres de l'Agriculture des différentes îles y seront conviés. « Nous voulons inviter toutes les institutions car nous avons besoin de leur expertise et de leurs réflexions. On veut pouvoir dégager une feuille de route par la suite », a fait ressortir Hamada Madi Boléro, secrétaire général de la COI.

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

28 Octobre 2017

http://www.lemauricien.com/article/visite-presidentielle-la-coi-discute-securite-maritime-et-alimentaire

VISITE PRÉSIDENTIELLE : La COI discute sécurité maritime et alimentaire



La Commission de l'océan Indien (COI) organisera, en janvier 2018, à Maurice, une conférence des ministres de l'Intérieur axée sur la sécurité maritime alors que les ministres de l'Agriculture des îles du sud-ouest de l'océan Indien se rencontreront à Antananarivo, Madagascar, en mars 2018 pour se pencher sur les questions relevant de la sécurité alimentaire dans la région.

L'annonce de ces deux importants rendez-vous a été faite à la presse par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce international, Vishnu Lutchmeenaraidoo, qui est également le président du conseil des ministres de la COI, à l'issue d'une visite du président de la République des Seychelles, Danny Faure, au siège de la commission à Ebène. Le président Faure a été accueilli par Vishnu Lutchmeenaraidoo, et le secrétaire général de la COI, Hamada Madi Bolero, avant d'effectuer une visite des locaux de l'organisation.

« La visite du président Danny Faure au siège de la COI vient confirmer la volonté de coopération des pays de la région et leur désir de travailler pour une intégration plus poussée et pour un approfondissement des relations », a déclaré Vishnu Lutchmeenaraidoo. Il estime que la COI est à la croisée des chemins. « Elle veut voir plus clair quant aux perspectives futures. Les îles de la région ont décidé d'accélérer le processus d'intégration régionale », a-t-il poursuivi en annonçant la tenue en janvier 2018 d'une conférence sur la sécurité maritime avec d'autres partenaires dont l'Union européenne et des instances internationales.

« L'océan reste notre force mais les préoccupations demeurent. Il y a plusieurs questions à traiter : la piraterie, la pêche illégale, le trafic de stupéfiants, entre autres. L'agenda est très chargé et ambitieux », a-t-il indiqué. Par ailleurs, la COI convoquera pour mars 2018 à Antananarivo une réunion des ministres de l'Agriculture pour évoquer les problèmes de

sécurité alimentaire et voir comment dégager une stratégie en conséquence. Hamada Madi Bolero a laissé entendre que bien que la visite officielle du président Danny Faure doive être placée dans le cadre du renforcement des relations bilatérales entre Maurice et les Seychelles, les autorités mauriciennes ont voulu lui donner une dimension plus large, d'où le passage du président seychellois au siège de la commission. Pour Hamada Madi Bolero, c'est une démonstration de la solidité de la coopération existant entre les îles du sud-ouest de l'océan Indien.

Par ailleurs, interrogé sur les manquements relevés au niveau des comptes de la COI, Vishnu Lutchmeenaraidoo a déclaré avoir demandé l'aide de l'Union européenne pour revoir le système de gestion des finances de la commission et également pour moderniser les structures de la COI afin que celle-ci puisse faire face aux défis qui la confrontent et mettre à exécution les grands projets d'avenir.

Un rapport a été rédigé à ce sujet et, selon le président de la COI, on y a « mis de l'ordre ». Abondant dans le même sens, Hamada Madi Bolera a déclaré que les organes de contrôle ont été mis en place.

28 Octobre 2017

http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2017/10/28/secteur-maritime-une-perte-annuelle-de-500-millions-usd/

Secteur maritime : Une perte annuelle de 500 millions USD



Randrianantenaina Jean Edmond, le directeur général du CFIM veut renforcer la coopération régionale pour sécuriser l'espace maritime. (Photo : Nary Ravonjy)

Une coopération régionale s'impose pour sécuriser l'espace maritime au niveau de l'Océan Indien et de l'AfOA.

Madagascar a une forte potentialité en économie bleue. On peut citer entre autres, le transport maritime qui assure plus de 90% des échanges commerciaux, les retombées économiques de la pêche et du tourisme ainsi que la nouvelle impulsion pour l'économie apportée par les ressources minières marines tels que le gaz et le pétrole une fois exploitées. Cependant, « notre espace maritime est également un lieu de prédilection de la piraterie, des autres braconniers et des trafics en tout genre comme la pêche illégale, le trafic de bois précieux ainsi que les migrations irrégulières et bien d'autres actes criminels. On enregistre une perte annuelle de 500 millions USD en raison de ces trafics illicites », a déclaré le Premier ministre, Mahafaly Solonandrasana, lors de la clôture du cycle de formation dédié à l'analyse des données maritimes pour 25 participants de Madagascar et des Comores hier à l'hôtel Colbert.

Coopération maritime. C'est pourquoi, le Centre national de Fusion d'Informations Maritimes (CFIM) sous tutelle de la Primature vient de signer des protocoles d'échanges d'informations avec les départements ministériels impliqués dans l'action de l'Etat en mer pour une meilleure coordination de leurs actions. « L'objectif est de renforcer la coopération maritime au niveau national et régional pour sécuriser notre espace maritime en vue de développer par la suite l'économie bleue », a-t-il rajouté. Notons que le CFIM est déjà opérationnel depuis 2016 sous le pilotage de la COI et ce, avec l'appui financier de l'Union européenne. En outre, le projet européen CRIMARIO a appuyé à la réalisation de ce cycle complet de formation aux

25 spécialistes des administrations civiles et militaires couvrant l'action de l'État en mer.

Plaque tournante. Par ailleurs, Madagascar est le pays hôte pour héberger le centre régional de fusion d'informations maritimes afin de renforcer la surveillance maritime au niveau des zones de l'Océan Indien occidentale et de l'Afrique australe et orientale (AfOA-OI). « Notre mission est entre autres de lutter contre la grodue et la piraterie ainsi que de lutter contre les trafics des richesses nationales et le transbordement illégal des carburants en mer. Nous avons entre autres intercepté une tentative d'importation de 290kg de cocaïne empotée dans des containers de PPN par des opérateurs à Madagascar à destination des îles voisines au port de Portugal en 2016 avec la collaboration de l'Interpol. Madagascar est une plaque tournante de ces drogues dures provenant des pays asiatiques et du Pakistan vers les zones touristiques comme Maurice, La Réunion et Seychelles », a conclu Randrianantenaina Jean Edmond, le directeur général du CFIM.

Navalona R.

COI et ses Projets

Situation Financière de la COI

Le Défi QUOTIDIEN

27 Octobre 2017

http://defimedia.info/

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Situation de la COI

Communiqué

Faisant suite à la parution de différents articles de presse et à des prises de parole sur la situation financière à la Commission de l'océan Indien portant ainsi atteinte à sa réputation, la COI souhaite apporter les précisions suivantes :

1. Un article paru dans un journal du 22 octobre a été réalisé sans aucune question ni vérification à la COI. Le journaliste, qui a contacté le Secrétariat général le vendredi 20 octobre, a été informé du court déplacement de M. Hamada Madi à La Réunion les 20 et 21 octobre et de la disponibilité du directeur comme du responsable de la communication. A aucun moment ceux-ci n'ont été contactés pour apporter les précisions nécessaires à ce dossier complexe.
2. Le rapport d'audit dont il est fait mention est un rapport externe - et non « interne » comme affirmé par le journal – réalisé par le cabinet Deloitte pour la période 2011 – 2015. Ce rapport concerne exclusivement les comptes du Secrétariat général de la COI, soit un montant de 1 million € par an provenant à 90% des contributions des cinq Etats membres. La conclusion du cabinet Deloitte est que les états financiers audités donnent « *une image sincère et fidèle de la situation financière de la COI* ». Cet audit a été présenté pour examen les 19 et 20 septembre aux deux comités d'audit et du budget de la COI, où siègent les représentants des ministères des finances des Etats membres. Enfin, il a été validé par le Conseil des ministres extraordinaire du 2 octobre, sous la présidence de Maurice.
3. La méconnaissance du dossier a valu au journal d'écrire que « *le rapport chiffre à quelque Rs 30 millions les unauthorised overspending dans certains projets ces dernières années* ». Le financement des projets menés par la COI au bénéfice de tous les Etats et des populations est apporté par les bailleurs qui font auditer directement les comptes de ces projets qui n'ont rien à voir avec ceux du Secrétariat général. Il n'y a eu aucun dépassement budgétaire dans les projets de la COI.
4. Concernant les déficits budgétaires sur 5 ans du Secrétariat général, de 30 millions brut recalculés à 28,6 millions de roupies net, ce montant inclut notamment des pertes de change roupie/euro dues au respect du règlement financier de la COI, ainsi que des provisions. Le solde est imputable aux dépenses de fonctionnement du Secrétariat général marquées principalement par le déménagement du siège de la COI à Ebène en 2012. Pour mémoire, la COI est une institution dont les missions et les mandats n'ont cessé de s'amplifier au cours des années à la demande des Etats sans que les moyens suivent la courbe des ambitions : aujourd'hui le coût du Secrétariat général représente 5% du montant total des projets ce qui est très en dessous de la moyenne considérée nécessaire et qui devrait être de 20%.
5. La question des « inéligibilités » sur les projets de l'Union européenne ne tient pas compte, par ignorance, du contenu des discussions entre la COI et son bailleur. Techniquement, les inéligibilités sont des dépenses effectuées par les projets que le bailleur questionne ou rejette. Il en va ainsi, par exemple, des souches retour des billets d'avion dont l'absence peut constituer une dépense inéligible pour la comptabilité européenne. Aujourd'hui, les discussions en cours entre la COI et l'Union européenne ont déjà abouti à une révision très conséquente de ces montants inéligibles estimés initialement à 2 millions €.
6. Concernant le don de la Chine de 90.000€ par an à la COI, celui-ci est inclu dans le budget annuel adopté par consensus par les ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la COI.
7. S'agissant de la subvention de la Grèce à la COI, de 1 million €, signée en 2009 dans le cadre d'un MoU ayant expiré en 2014, une partie significative de ce fonds a été utilisée pour le financement d'activités de développement durable, conformément à l'objet de l'accord. Une autre partie a contribué au renforcement des structures du Secrétariat général afin de pouvoir répondre plus efficacement à son rôle de maître d'ouvrage en matière de développement durable régional.
8. Enfin, aucune dépense liée à la campagne de l'ancien Secrétaire général pour la Francophonie en 2014 n'a été financée par le budget du Secrétariat général de la COI.

Blue Tower, 3e étage, Rue de l'Institut
Ebène, Maurice
Tél: (+230) 402 6100
Fax: (+230) 465 6798
www.coi-ioc.org

COI et ses Projets

Situation Financière de la COI

27 Octobre 2017

http://ionnews.mu/lutchmeenaraidoo-nous-avons-mis-de-lordre-a-la-commission-de-locean-indien-271017/

Mise au point reçue de Me Jean-Marie Leclézio

Dépenses excessives à la COI : «Pour rétablir les faits»

1. Directeur des publications – Mr. Nad Sirumamen
2. Digital Director – Mr. Loic Fregot
3. La Sentinelle Ltée ; 3, Rue Brown Sequard, Port-Louis
4. Impress Print Ltd ; 3 Rue des Ouvrins, Riche-Terre
29th October 2017

Dear Sirs,

You have caused to be printed in the daily issues of *l'express*, both in paper form and on its website, the following articles:

1) *Commission de l'océan Indien : Rs 30 M de dépenses excessives, l'ancien secrétaire général visé*, by Shelby Emilien, on the 23rd October 2017; and 2) *Dépenses «excessives» à la COI : «Nous avons mis de l'ordre», dit Lutchmeenaraidoo*, by Anne-Lise Mestry, on the 27th October 2017.

Therein, there are found defamatory allegations directly concerning Mr. Jean Claude de l'Estrac, who has retained my services instructing Mr. Jean-Claude Bibi, of Counsel, to hereby request from you, by virtue of the provisions of Article 289 of the Criminal Code, to insert gratuitously in the next issue of *l'express* and on the website of *l'express*, lexpress.mu, the reply of my client in the same place and in the same type as the original articles. The said reply is hereunder reproduced:

«Pour rétablir les faits

Après avoir publié, dans *l'express*, un article truffé de mensonges et d'allégations malveillantes sur la situation financière de la COI, *lexpress.mu* précise, ce vendredi, que ce sont les dépenses «controversées» de l'ancien secrétaire général qui sont visées. Et, le ministre des Affaires étrangères de se donner le beau rôle en affirmant : *«Nous avons mis de l'ordre où il y avait du désordre.»*

«L'ordre» annoncé par le ministre est le rapport d'audit qu'il dit avoir commandité quand il a été nommé président du conseil de la COI. Faux ! Totalement faux ! Le rapport d'audit «externe» du cabinet Deloitte, qui a été approuvé lors du dernier conseil, a été commandité en 2014, durant mon mandat. Le contrat pour la mission d'audit des comptes a été signé le 16 décembre 2014 ! Ce premier contrat couvre la période 2011 (avant mon élection) – 2013. Une deuxième mission a été engagée en 2016, pour l'audit des années 2014-2015, avant que Monsieur Lutchmeenaraidoo ne soit nommé, par rotation, pour une année, président du conseil.

Nulle part le rapport ne mentionne des «dépenses controversées». Le dernier conseil a approuvé les conclusions du rapport qui établissent que les états financiers audités donnent – je le cite – *«une image sincère et fidèle de la situation»*.

La critique qui peut être formulée, c'est que le rapport a été soumis avec du retard. Les raisons de ce retard sont bien connues des États, il est dû notamment à un changement de logiciel comptable Pastel vers Lugaf en 2012, durant mon mandat. Il a été difficile également de trouver une société d'audit capable de travailler selon les nouvelles normes IPSAS (normes comptables internationales adaptées au secteur public).

Les fausseté publiées par *l'express* dans l'article du 23 octobre, inspirées par le ministère de M. Lutchmeenaraidoo, sont diffamatoires, comme le sont des commentaires que vous avez publiés. Alors que je suis nommément mis en cause, *l'express* n'a pas recherché ma version des faits sur chacune des critiques, sauf sur la question de la Francophonie.

Je recense quelques-unes :

1) *«Un audit mat à mal des dépenses durant le mandat de l'ancien secrétaire général.»* Faux !

2) Un rapport d'«audit interne» fait état de Rs 30 millions d'«unauthorised overspending» Faux ! Il n'y a pas d'audit interne. Cette citation ne peut provenir du rapport de l'audit externe puisqu'il est rédigé en français…

Il est peut-être question ici du déficit budgétaire accumulé de Rs 28,5 millions sur la période 2011-2015. Les États ont pleine connaissance des multiples raisons qui expliquent ce déficit, notamment une perte occasionnée par la forte dépréciation de l'euro qui est la monnaie de versement par rapport à la roupie, le déménagement du siège de la COI à Ébène qui a occasionné de grosses dépenses, le renforcement du secrétariat, avec la création de nouveaux départements, Ressources humaines, Passation de marché, Centre de documentation et d'archivage, Communication, Audit interne et le fait que les États n'ont pas souhaité augmenter leurs contributions.

3) Des «dépenses» dites inéligibles ont été rejetées par un bailleur. D'abord, ce n'est pas une procédure exceptionnelle mais une pratique courante de la comptabilité de la Commission européenne. Ensuite, ce n'est pas encore établi. Il y a toujours des réunions techniques entre comptables pour établir le bien-fondé des dépenses, à chaque clôture de projet financé par l'Union européenne.

4) L'ancien secrétaire général a utilisé des ressources de la COI pour sa campagne dans la course à la Francophonie. Faux ! Archifaux ! Au ministère des Affaires étrangères on le sait, puisque le budget de campagne était géré au ministère. Un communiqué du secrétariat de la COI a établi qu'*«aucune dépense liée à la campagne de l'ancien secrétaire général pour la Francophonie en 2014 n'a été financée par le budget du Secrétariat général de la COI»*.

Ces fausseté n'ont pas été corrigées.

Elles me valent d'être diffamé dans des commentaires sur le blog de *lexpress.mu*. *L'express* a sali mon honneur. Vous êtes tenus de rétablir les faits.

Jean Claude de l'Estrac»

Yours faithfully,
Me Jean-Marie LECLÉZIO
Attorney for Jean Claude DE L'ESTRAC

LeDEFIMEDIAGROUP

29 Octobre 2017

http://defimedia.info/gestion-des-finances-la-coi-vishnu-lutchmeenaraidoo-aucun-audit-effectue-depuis-2010-2011

Gestion des finances à la COI - Vishnu Lutchmeenaraidoo : « Aucun audit effectué depuis 2010-2011 »

PAR ESHAN DINALLY



Suite à notre article, paru dimanche dernier, sur la gestion de ses finances, la Commission de l'océan Indien (COI) a tenu à apporter certaines précisions en début de semaine.

Or, en fin de semaine, le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo, a donné une version différente en annonçant « qu'on a mis de l'ordre là où il y avait du désordre ».

Dans une déclaration à la presse, vendredi, Vishnu Lutchmeenaraidoo a dit qu'il était préoccupé que les comptes de la COI n'aient pas été audités depuis 2010-2011. « Lorsque j'ai pris la présidence de la Commission de l'océan Indien, je me suis dit qu'on ne pouvait continuer et envisager l'avenir si la COI n'avait pas d'audit », a-t-il déploré.
À cet effet, il avait demandé aux États membres de ne pas approuver le budget 2017, jusqu'à ce qu'un audit soit effectué. « Le rapport a été soumis et approuvé par le Conseil des ministres de la région. On a mis de l'ordre là où il y avait du désordre », a-t-il fait ressortir. Vishnu Lutchmeenaraidoo a ajouté avoir sollicité l'aide de l'Union européenne pour, d'une part, restructurer et renforcer la structure financière et d'autre part, aider la COI à se moderniser pour affronter les grands projets d'avenir.

Position de Port-Louis

Le rapport de l'Audit semble être interprété différemment. à la lumière des précisions apportées en réaction à notre article de dimanche dernier (voir plus bas), le secrétariat de la COI ne paraît pas sur la même longueur d'onde que Port-Louis, où le rapport d'audit est analysé comme suit : « One important observation made by the auditors related to the financial sustainability of the IOC. The auditors have pointed out that the Secretariat has a deficit of Rs 28.6 million, accumulated during the period 2011-2015.

Besides this deficit, there has been unauthorised overspending on certain items amounting to some Rs 30 million. In addition, there is also a total of 2.0 million euros, which has been declared ineligible for refund by the EU over the same period. It was also averred that donation by Greece was misutilised and the one from China was spent without prior approval. (…) The Secretariat was also directed to work in close collaboration with the Audit Committee with a view to strengthening its internal controls, follow-up and financial management. »

De plus, Port-Louis se réjouit du soutien de l'Union européenne : « The European Union has agreed to assist in this process through its Institutional Capacity Programme (INCA). »

La version de la COI

Dans son communiqué, le secrétariat de la COI précise que c'est un rapport d'audit externe réalisé par le cabinet Deloitte pour la période 2011–2015. Ce rapport concerne exclusivement les comptes du secrétariat général de la COI, soit un montant de 1 million d'euros par an provenant à 90 % des contributions des cinq États membres

La conclusion du cabinet Deloitte est que les états financiers audités donnent « une image sincère et fidèle de la situation financière de la COI ». Cet audit a été présenté pour examen les 19 et 20 septembre aux deux comités d'audit et du budget de la COI, où siègent les représentants des ministères des Finances des états membres. Enfin, il a été validé par le Conseil des ministres extraordinaire du 2 octobre, sous la présidence de Maurice.

La COI indique qu'il n'y a pas eu de « unauthorised overspending de quelque Rs 30 millions dans certains projets ». Elle souligne que le financement des projets menés par la COI au bénéfice de tous les États et des populations est apporté par les bailleurs de fonds. Et ceux-ci font auditer directement les comptes de ces projets, qui n'ont rien à voir avec ceux du secrétariat général. Elle souligne qu'il n'y a eu aucun dépassement budgétaire dans les projets de la COI.

Les déficits budgétaires

Concernant les déficits budgétaires sur cinq ans du secrétariat général, chiffrés à 30 millions brut et recalculés à 28,6 millions de roupies net, la COI précise que ce montant inclut, notamment, des pertes de change roupie/euro dues au respect du règlement financier de la COI, ainsi que des provisions. Le solde est imputable aux dépenses de fonctionnement du secrétariat général, marquées principalement par le déménagement du siège de la COI à Ebène, en 2012.

Au sujet des « inéligibilités » sur les projets de l'Union européenne, la COI indique que, techniquement, ce sont des dépenses découlant des projets que le bailleur questionne ou rejette. Il en va ainsi des souches retour des billets d'avion, dont l'absence peut constituer une dépense inéligible pour la comptabilité européenne. Aujourd'hui, les discussions en cours entre la COI

et l'Union européenne ont abouti à une révision très conséquente de ces montants inéligibles, estimés initialement à 2 millions d'euros.

Les donations
Quant au don de la Chine de 90 000 euros par an à la COI, il est inclus dans le budget annuel adopté par consensus par les ministres des Affaires étrangères des états membres de la COI.

S'agissant de la subvention de la Grèce à la COI, de 1 million d'euros, signée en 2009 dans le cadre d'un MoU ayant expiré en 2014, une partie significative de ce fonds a été utilisée pour le financement d'activités de développement durable, conformément à l'objet de l'accord. Une autre partie a contribué au renforcement des structures du secrétariat général, afin de pouvoir répondre plus efficacement à son rôle de maître d'ouvrage en matière de développement durable régional.

Enfin, la COI précise qu'aucune dépense liée à la campagne de l'ancien secrétaire général pour la Francophonie en 2014 n'a été financée par le budget du secrétariat général de la COI.

COI et ses Projets

Situation Financière de la COI

31 Octobre 2017

http://www.habarizacomores.com/2017/10/lunion-des-comores-reaffirme-son.html

L'Union des Comores réaffirme son soutien à la COI

Hakim AHAMED ZOUBEIRI

En pleine polémique sur l'état des finances du secrétariat général de la Commission de l'océan Indien, les Comores lui réitèrent leur soutien. Tout en soulignant les «supputations et propos désobligeants» visant la commission, dans un communiqué daté de ce lundi 30 octobre.



L'Etat membre met en exergue les «mécanismes de gestion et de contrôle fiables» en place au sein de la commission.

Le rapport d'audit du cabinet Deloitte, commandité par la COI donne lieu à diverses spéculations. Certains affirmant qu'il y a eu des dépenses exorbitantes ou non approuvées. La COI elle-même est venue rectifier le tir il y a une semaine. Expliquant le déficit accumulé mais aussi les raisons motivant cet exercice d'audit. Rappelant que «la conclusion du cabinet Deloitte est que les états financiers audités donnent 'une image sincère et fidèle de la situation financière de la COI». Et soulignant qu'«aucune dépense liée à la campagne de l'ancien Secrétaire général pour la Francophonie en 2014 n'a été financée par le budget du Secrétariat général de la COI».

Interpellé à ce sujet le vendredi 27 octobre, Vishnu Lutchmeenaraidoo a affirmé que «l'ordre» a été rétabli. Maurice assure durant un an la présidence de l'organisation. L'Etat membre met en exergue les «mécanismes de gestion et de contrôle fiables» en place au sein de la commission.

Photo : Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre mauricien des Affaires étrangères, et Elamine Souef , ministre comorien des Affaires Étrangères , lors de la réunion des ministres du Conseil extraordinaire, début octobre.©ionnews.mu

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

29 Octobre 2017

http://www.lemauricien.com/article/relations-maurice-seychelles-potentiel-d-echanges-commerciaux-identifies

RELATIONS MAURICE-SEYCHELLES : Le potentiel d'échanges commerciaux identifiés - Une mission comprenant la STC, le Marketing Board, Business Mauritius et la BOI à Mahé incessamment



En marge de la visite officielle à Maurice du président des Seychelles, Danny Faure, depuis jeudi, le potentiel d'échanges commerciaux entre les deux pays a été évalué. Cette question a été évoquée lors d'une séance de travail, présidée hier par le secrétaire financier, Dev Manraj, avec des officiels de la Seychelles Chamber of Commerce, dont le président, Olivier Bastienne. Toujours dans le cadre d'une consolidation sur le plan économique, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice et celle des Seychelles ont pris la décision d'organiser la première réunion du Joint Business Council en décembre prochain. Le Joint Business Council sera utilisé comme une plateforme pour l'approfondissement des échanges entre les opérateurs économiques des deux pays, notamment dans les secteurs du commerce de marchandises et des services ainsi que dans la promotion des investissements.

Lors des consultations d'hier au ministère des Finances, les deux délégations ont passé en revue les différentes options pour un renforcement des liens économiques et commerciaux entre les deux pays. Dans un premier temps, les exportations agricoles, dont le riz, des fruits, des fleurs, de l'huile comestible et des produits pharmaceutiques, ont été privilégiées. De ce fait, une délégation comprenant des représentants de la State Trading Corporation, de l'Agricultural Marketing Board, de Business Mauritius, de la Chambre de Commerce et d'Industrie et du Board of Investment se rendra dans l'archipel incessamment en vue de définir les modalités de ces échanges. Subséquemment, une mission officielle des Seychelles est attendue à Maurice au cours de la troisième semaine de novembre en vue d'approfondir ces discussions.

D'autre part, les représentants de la Chambre de Commerce de Maurice et celle des Seychelles ont confirmé cette première réunion du Joint Business

Council pour décembre. Cette démarche fait suite à une séance de travail, vendredi, au siège de la Chambre de Commerce et d'Industrie. Olivier Bastienne s'est félicité des développements positifs intervenus tout en s'appesantissant sur le fait que les décisions prises lors de la 12e commission mixte Maurice-Seychelles, qui s'est déroulée le 23 octobre, déboucheront sur une consolidation des échanges sur le plan bilatéral.

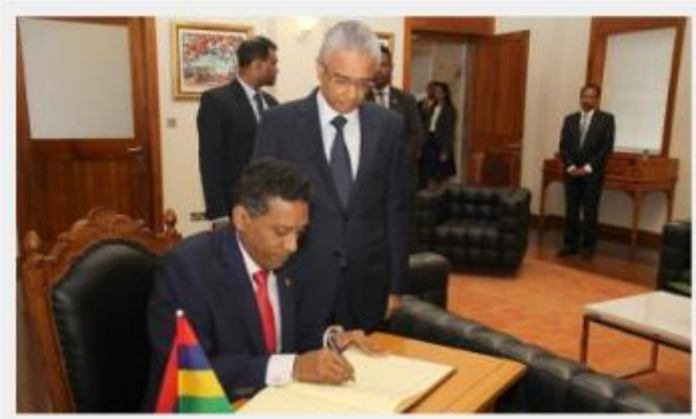
À l'occasion de sa visite à la MCCI, Oliver Bastienne et le vice-président Marday Venkatasamy ont signé une résolution portant sur le renforcement de la coopération entre les deux chambres, pour la promotion des activités commerciales dans la région, des échanges d'informations sur l'économie, les lois commerciales, l'industrialisation et le cadre des affaires en général. Les deux parties ont convenu qu'elles doivent identifier les domaines où la MCCI peut aider au renforcement des capacités, et ce, en vue de dynamiser davantage les relations économiques et commerciales entre les Seychelles et Maurice.

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

27 Octobre 2017

http://www.lemauricien.com/article/visite-du-president-faure-dossier-du-thon-evoque-matin

VISITE DU PRÉSIDENT FAURE : Le dossier du thon évoqué ce matin - Le président seychellois, Danny Faure, se réjouit des relations « vibrant and mutually beneficials »



Le Premier ministre, Pravind Jugnauth, a reconnu ce matin l'importance d'exercer un contrôle sur le stock de thon dans l'océan Indien mais a souligné la nécessité de s'assurer que les décisions prises par la commission thonière de l'océan Indien n'affectent pas l'industrie de la pêche à Maurice. Il s'adressait à la presse à la suite d'un tête-à-tête avec le président des Seychelles Danny Faure qui est en visite d'État à Maurice depuis hier et d'une session de travail avec la délégation seychelloise qu'il dirige. Cette rencontre a été suivie d'une cérémonie durant laquelle cinq accords bilatéraux ont été signés par la ministre des Affaires familiales Jeanne Siméon et le ministre des Affaires étrangères, Vishnu Lutchmeenaraidoo.

Les accords signés concernent notamment le procès-verbal de la 12e session de la réunion de la commission mixte Maurice/Seychelles ; la coopération dans les domaines de la gestion des opérations et de la formation du personnel avec le Service pénitentiaire des Seychelles ; la coopération dans le secteur de la santé pour la fourniture de personnel médical, l'échange d'expériences et l'assistance technique ; le jumelage entre Rodrigues et Victoria en vue de promouvoir et de renforcer les liens culturels, d'échanger des expériences et des bonnes pratiques dans divers domaines : marine, éducation, pêche, aquaculture, tourisme, technologie et promotion des investissements ; et le recrutement des enseignants mauriciens à partir de janvier 2018.

Dans sa déclaration, le Premier ministre a remercié le gouvernement des Seychelles, par l'intermédiaire du président Faure, pour son soutien concernant le dossier de l'archipel des Chagos à l'ONU. *« Les Seychelles continueront à nous soutenir alors que Maurice se prépare à saisir la Cour internationale de Justice »*, dit-il.

Concernant la gestion conjointe du plateau continental étendu, le Premier ministre a annoncé que les Seychelles hébergeront le Secrétariat de l'organisme de gestion et que le directeur de l'organisme sera recruté à Maurice. *« C'est en soi une réalisation importante pour nos deux États insulaires »*, observe Pravind Jugnauth. *« Maurice attend avec impatience d'accueillir les Seychelles à la prochaine réunion de la Commission mixte en janvier 2018, avant la première réunion du Conseil ministériel sur la sécurité dans l'océan Indien que les Seychelles organiseront en mai/juin 2018 »*, a-t-il ajouté.

Parmi les autres décisions annoncées figure l'ouverture d'une branche de la State Bank aux Seychelles. *« Stratégiquement situées sur le corridor Asie-Afrique, les Seychelles s'inscrivent parfaitement dans la stratégie d'expansion régionale du groupe SBM et dans la stratégie du gouvernement pour l'Afrique »*, a dit le Premier ministre qui par la même occasion a annoncé l'augmentation des bourses d'études accordées aux étudiants seychellois. Cinq nouvelles bourses seront parrainées par la SBM pour une période de trois ans. Cette offre se concrétisera dès que la branche de la SBM aux Seychelles sera opérationnelle. Le Premier ministre a reconnu la préoccupation commune des deux États en tant que petits États insulaires en développement, en ce qui concerne le changement climatique. Maurice et les Seychelles resteront activement engagées dans le Fonds d'adaptation des projets du PNUD pour, entre autres, la réhabilitation des récifs coralliens dégradés.

La coopération entre Maurice et les Seychelles dans le secteur touristique se poursuivra. Les deux dirigeants se sont félicités de la collaboration au niveau de la lutte contre la piraterie et la prolifération des drogues dans notre région. Concernant le thon dans l'océan Indien, Pravind Jugnauth a observé que Maurice et les Seychelles ont formulé une position commune afin que les préoccupations des Petits États Insulaires en développement soient traitées au niveau de la Commission thonière de l'océan Indien. *« Bien que nous comprenions les objectifs de la CTOI de reconstituer le stock de thon de l'océan Indien, nous avons convenu de rester vigilants lors de l'adoption de toutes les décisions prises par la commission pour s'assurer qu'elles n'affectent pas nos industries de pêche »*.

Le président des Seychelles s'est réjoui des relations spéciales qui lient les Seychelles et Maurice. Il a annoncé avoir invité le Premier ministre mauricien à effectuer une visite officielle à une date qui sera arrêtée ultérieurement. Il est dommage toutefois qu'il n'y ait eu aucune interaction avec la presse comme cela a toujours été le cas pour tous les présidents qui ont effectué des visites d'État à Maurice.

clicanoo.re

2 Novembre 2017

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2017/11/02/Locean-Indien-comme-destination-phare-de-leco-tourisme_498507

L'océan Indien comme destination phare de l'écotourisme

Tourisme. À l'initiative de l'UCCIOI et de l'association des Iles Vanilles, les directeurs de offices de tourisme de l'océan Indien se sont réunis à l'île Maurice pour définir un plan d'actions concernant la mise sur le marché des produits écotouristiques régionaux. Concrètement, des circuits écotouristiques, combinant chacun deux îles de l'océan Indien, seront montés pour faire de la zone la destination phare de l'éco-tourisme.

Centres d'Intérêts

Tourisme

2 Novembre 2017

http://www.newsmada.com/2017/11/02/tourisme-les-acteurs-restent-optimistes/

Tourisme : les acteurs restent optimistes

Par Les Nouvelles



Taleb Rifai, secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), est actuellement en visite au pays. Ce haut responsable international partage le constat selon lequel le secteur tourisme à Madagascar se porte bien.

Le secteur tourisme se porte bien pour la Grande île. C'est le constat que partagent les acteurs du développement du secteur lors d'une rencontre avec Taleb Rifai, secrétaire général de l'OMT actuellement en visite dans la Grande île.

Roland Ratsiraka, ministre du Tourisme, a assuré hier à l'occasion de l'arrivée du Secrétaire général de l'OMT à Antananarivo que, «D'une manière générale, le nombre d'arrivées de touristes a baissé par rapport à l'année précédente mais le bilan reste satisfaisant». En ensemble, le taux d'annulations de réservation s'élève à 25%, notamment pour le mois de novembre dont 10% pour le tourisme business.

Quelques touchers de croisière ont été annulés pour le mois de novembre. Ce qui ne manquera pas d'impacter sur l'ensemble du secteur. Cependant, certaine destinations comme les parcs nationaux connaissent des améliorations. Le ministre a cité comme exemple l'Isalo qui a enregistré une augmentation de 20% du taux de fréquentations du parc national par rapport à la saison précédente. Pour le ministre, «*Les problème relatifs au domaine du tourisme à Madagascar ne sont pas typiques mais la relance du secteur dépend des initiatives que prendra chaque acteur*».

En tous cas, le ministre a affirmé que la présence d'une telle personnalité dans le pays est très positive pour la Grande île. «*C'est la preuve de sa solidarité avec Madagascar dans les actions pour développer l'image du pays*», a-t-il essimé.

La situation est-elle aussi grave à Madagascar ?

Questionné sur le sujet, Taleb Rifai a déclaré que «*La situation n'est pas si grave pour Madagascar. Le fait que vous êtes à l'intérieur fait ressortir cette impression de gravité de la situation. Nous n'entendons pas vraiment parler de la peste à Madagascar au niveau international*», a-t-il affirmé.

Ce responsable de l'OMT se veut rassurant en annonçant que la détérioration de l'image de Madagascar à l'extérieur est moindre malgré l'épidémie de peste qui sévit dans le pays, mais c'est une chose qui peut être améliorée. La plupart des réactions plus ou moins négatives proviennent des pays les plus proches de Madagascar et non des pays du monde entier. «*Vous devez avancer et avoir confiance dans les actions que vous entreprenez. Néanmoins, toutes les mesures nécessaires devront être prises*», a-t-il déclaré.

En prenant en compte le concept des Iles Vanilles, Taleb Rifai a toutefois laissé entendre que le développement du tourisme est l'affaire de tous.

Arh.